

DÉCLARATION COMMUNE

ENTRE

**LE MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

ET

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ DU ROYAUME D'ESPAGNE

RELATIVE À LA COOPÉRATION FRANCO-ESPAGNOLE CONCERNANT L'EXERCICE DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Le ministre des Solidarités et de la Santé de la République française et la ministre de la Santé du Royaume d'Espagne (ci-après « les Signataires »),

Conscients que la libre circulation des travailleurs et la protection de leurs droits, la liberté d'établissement et la liberté de prestation de services sont des principes fondamentaux du marché unique de l'Union européenne,

Conscients de la nécessité d'encourager la libre prestation de services des professionnels de santé médicaux entre la France et l'Espagne, et particulièrement en ce qui concerne le Groupement européen de coopération territoriale (GECT) — Hôpital de Cerdagne,

Conscients du fait que le contexte sanitaire actuel de gestion de la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité d'une plus grande mobilité des professionnels de santé pour renforcer l'offre de soins dans les zones frontalières entre la France et l'Espagne,

Considérant les articles 56 à 62 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Considérant la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (« règlement IMI »),

Considérant le « Code de conduite approuvé par le groupe des coordonnateurs pour la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles — Pratiques administratives nationales dans le cadre de la directive 2005/36/CE »,

Considérant la communication de la Commission européenne du 3 avril 2020 « Lignes directrices relatives à l'aide d'urgence de l'Union européenne en matière de coopération transfrontière dans le domaine des soins de santé en liaison avec la crise de la COVID-19 »,

Considérant la communication de la Commission européenne du 8 mai 2020 « Orientations sur la libre circulation des professionnels de la santé et sur l'harmonisation minimale des formations en liaison avec les mesures d'urgence contre la COVID-19 — Recommandations concernant la directive 2005/36/CE »,

Considérant l'accord-cadre signé le 27 juin 2008 entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière et l'accord d'application du 9 septembre 2008 entre la République française et le Royaume d'Espagne,

Déclarent leur intention de coopérer selon les principes et objectifs suivants :

- I. Les Signataires déclarent leur intention de faciliter la libre prestation entre la France et l'Espagne de services des professionnels de santé médicaux français et espagnols en application de la directive de l'Union européenne susmentionnée.

À cet égard, ils se proposent, particulièrement en ce qui concerne le Groupement européen de coopération territoriale (GECT) — Hôpital de Cerdagne, de tout mettre en œuvre pour faciliter les formalités et les procédures administratives relatives aux modalités d'exercice de la libre prestation de services des professionnels de santé français et espagnols de part et d'autre de la frontière.

Par ailleurs, ils veillent à faciliter la reconnaissance automatique des diplômes des professionnels de santé médicaux et paramédicaux.

- II. Les Signataires déclarent leur intention de poursuivre les objectifs suivants :

- 1) Faciliter, dans le respect de la directive de l'Union européenne susmentionnée, les procédures administratives en s'accordant sur une liste maximale de pièces justificatives à fournir sous couvert d'une déclaration concernant la libre prestation de services par les professionnels de santé médicaux français et espagnols (cf. annexe à titre indicatif).
- 2) Permettre la mise en place d'un cadre de dialogue pour engager une réflexion sur les spécialités médicales ne se recoupant pas dans les deux États.
- 3) Définir les modalités de coopération transfrontalière relatives à l'aide médicale urgente, en s'appuyant sur les réflexions engagées et partagées.
- 4) Permettre de rechercher une coopération dans le cadre de l'élaboration du projet territorial de santé du plateau cerdan.
- 5) Améliorer la connaissance réciproque des autorités nationales et régionales concernant leur mode de fonctionnement et le cadre juridique applicable.
- 6) Promouvoir l'échange d'informations sur des sujets d'intérêt commun dans le domaine sanitaire en vue d'une meilleure coordination au plan européen.

III. Les Signataires se proposent également de créer un comité binational de suivi et de mise en œuvre de la présente déclaration, qui se réunira au moins une fois par an, alternativement sous la présidence de la France et de l'Espagne, pour :

- dresser un bilan de la prestation effective de services par les professionnels de santé médicaux, notamment de part et d'autre de la frontière ;
- identifier les difficultés constatées et rechercher des solutions partagées permettant de les résoudre.

Les Signataires désigneront des correspondants nationaux et régionaux habilités à se réunir dans le cadre de ce processus de suivi.

Dans ce cadre, les autorités compétentes désignées pour la France seront :

- o la Direction générale de l'offre de soins,
- o l'Agence régionale de santé Occitanie,
- o l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine,
- o le directeur du GECT de Puigcerdà,
- o l'ordre départemental des médecins concerné.

Dans ce cadre, les autorités compétentes désignées pour l'Espagne seront :

- o la Direction générale des ordres professionnels du ministère de la Santé,
- o le Service catalan de la santé (Catsalut).

Ces actions s'inscriront dans la limite des compétences respectives des Signataires et de leur budget annuel de fonctionnement courant et ne sont pas juridiquement contraignantes ni soumises au droit international.

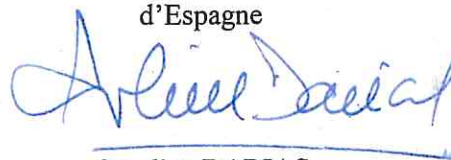
Fait à Bruxelles, le 7 décembre 2021, en deux exemplaires originaux, en langues française et espagnole.

Le ministre des Solidarités et de la Santé de
la République française

Olivier VÉRAN



La ministre de la Santé du Royaume
d'Espagne



Carolina DARIAS